



FÉDÉRATION NATIONALE

Monsieur le Président de la République
PALAIS DE L'ELYSEE

55, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS

N/Réf. : PC/ID 1531113

Paris, le 5 novembre 2013

Monsieur le Président de la République,

Je me permets de vous interpeller au nom des familles adhérentes de l'association *Familles de France* que je préside, laquelle s'inscrit dans l'ensemble du mouvement familial.

Ces familles voient actuellement les taxes et les prélèvements s'empiler et s'ajouter aux impôts des collectivités locales pour atteindre un niveau jamais égalé dans notre pays.

Ces familles travaillent dur, très dur, et constatent un peu plus chaque mois l'amenuisement de leur capacité financière.

Ces familles restent tributaires pour la plupart d'un habitat sommaire et ont perdu l'espoir de posséder un jour leur logement, alors que celui-ci est un facteur primordial de la construction familiale.

Ces familles craignent en permanence de rentrer dans la précarité, car la perte de pouvoir d'achat, pire encore la perte d'un ou même de deux emplois les menacent au quotidien, avec des taux de chômage record.

Ces familles ont peur de voir notre modèle social français s'écrouler avant qu'elles ne puissent accéder à leur retraite.

Pourtant ces familles sont un lieu indiscutable de solidarité intergénérationnelle vers les jeunes en formation, vers les jeunes foyers précaires ou appauvris et vers les anciens que les familles françaises laissent partir le plus tard possible en maison d'accueil.

Ce sont les jeunes familles de France de la fameuse classe moyenne, trop riches pour être pauvres et trop pauvres pour être riches, que vous avez beaucoup évoquées dans votre campagne. Chaque membre qui la compose est redevable de plus de 20 000 euros de dette publique correspondant globalement à plus de 90% de notre PIB.

Je me permets donc de vous interpeller au nom de ces familles pour vous demander de stopper la dégradation de leur pouvoir d'achat. Le pire serait de persister dans une politique économique et budgétaire qui les fragiliserait davantage encore, pour les faire passer de l'état d'entités autonomes à celui d'entités quémandeuses d'aides sociales aux organismes et associations caritatives.

.../...

Vous seriez alors accusé d'être le seul responsable de cette dégradation inqualifiable.

Cette indignation est partagée par une immense majorité des familles de notre pays. Je me fais pressant auprès de vous, pour que vous changiez de cap afin de leur redonner de l'espérance.

Il y a urgence car la situation est bien plus grave que vous ne le dites. La politique de court terme, qui multiplie les petits sacrifices douloureux pour éviter les efforts courageux, n'est ni la bonne, ni la seule.

Vous devez, dès à présent, envoyer un signal fort à nos générations futures en vous engageant sur des chantiers de réforme de fond et de long terme.

Nous sommes à votre entière disposition pour vous rencontrer et vous faire part plus en détail de nos préoccupations et de nos propositions.

Soyez assuré, Monsieur le Président de la République, de notre profond respect.

Pour le Mouvement et son Conseil d'administration

Patrick CHRÉTIEN
Président de Familles de France